

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 1 (1973)

DOI: 10.11588/fr.1973.0.46160

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

HENRI MICHEL

LE COMITÉ FRANÇAIS D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME  
GUERRE MONDIALE

Le Comité d'Histoire de la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale est un organisme exceptionnel, dont le statut, la composition et les méthodes ont été conçus en fonction des conditions de travail sans précédent que rencontraient, en France, les historiens du deuxième conflit mondial.

*Conditions de la recherche Historique*

L'historien français de la deuxième guerre mondiale découvre, à pied d'œuvre, qu'il lui faut résoudre la contradiction que voici: d'une part, il doit dépouiller, après l'avoir rassemblée et inventoriée, une documentation d'une ampleur telle que cette tâche rebutante excède ses seules forces; d'autre part, et contradictoirement, sur des aspects importants, voire significatifs, du conflit mondial, il ne possède pratiquement pas d'archives.

Cette abondance et cette pénurie ne s'annulent pas mutuellement; elles s'additionnent pour accroître les difficultés.

L'abondance tient évidemment au fait que la guerre a mobilisé toutes les activités des nations. De ce fait, toutes les administrations possédaient des papiers intéressants. Il importait donc de ne pas laisser perdre la paperasse administrative, et d'en effectuer le rassemblement<sup>1</sup>.

La pénurie s'explique à la fois par des faits de guerre et par certains aspects du conflit. Les archives du Ministère des Affaires étrangères avaient été brûlées en mai 1940; les documents de l'armée de l'armistice à l'entrée des Allemands en zone sud; le départ des autorités de Vichy à l'été de 1944 s'est accompagné d'un véritable autodafé de papiers; des caisses entières de documents venus d'Alger ont été immergées par accident dans le port de Marseille.

---

<sup>1</sup> cf. H. MICHEL, Les principales sources françaises de l'histoire de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, *Revue Historique*, t. 200, 1948, p. 206-218.

Parfois, à la libération, la colère populaire s'est exercée contre les papiers des »collaborateurs«, et elle fut parfois mal orientée, à dessein; c'est ainsi qu'à Marseille a été escamoté le fichier de la police, et en Avignon ont été brûlés les papiers de la Milice. Ces exemples sont donnés au hasard; on pourrait en apporter bien d'autres, sans oublier les prélèvements d'archives opérés par les autorités occupantes.

D'autre part, dès le début, cette guerre a pris un caractère de guerre civile internationale; les vaincus ont été prévenus qu'ils seraient traités en coupables; à mesure que s'appesantissait leur défaite, il était inévitable qu'ils préparassent leur défense. Dans les procès de collaboration, on a pu remarquer qu'il était souvent malaisé de fournir la preuve formelle des accusations portées contre des inculpés dont la culpabilité ne laissait pourtant quère de doute. Parfois, les dossiers avaient tout simplement disparu; c'est ainsi qu'on n'a retrouvé aucun compte rendu français de l'entrevue de Montoire, ni de papiers de l'amiral Darlan d'intérêt politique.

Mais, lacune plus grave que ces disparitions accidentelles ou volontaires de documents, il faut déplorer aussi l'absence presque totale d'écrits pour des activités dont le déroulement, par nature, devait s'effectuer souterrainement. Dans la France occupée, à une activité officielle, celle de »l'Etat français« de Vichy, dont l'importance s'est de plus en plus amenuisée, s'est superposée puis substituée une activité clandestine qui, au terme, était celle d'une grande partie de la nation; l'administration officielle a fini par vivre en marge, comme une survivance d'un âge révolu: elle n'était plus qu'une façade. Si bien que, peu à peu, une armée, une administration insurrectionnelles se sont affirmées. Or, la résistance, par son fonctionnement même, effaçait au fur et à mesure les traces de son activité, tels ces fugitifs qui brouillent les marques de leurs pas. Il fallut donc, pour la connaître, pour la tirer tant de la légende que du discrédit, employer des méthodes sortant de l'ordinaire; il ne pouvait suffire d'attendre la rentrée des documents; il fallait aller les chercher et même, en quelque sorte, édifier, créer une documentation.

Des problèmes de même nature se posaient pour les catégories de Français qui, du fait des événements, avaient vécu, dans des conditions exceptionnelles; victimes plus ou moins volontaires de l'exode, requis plus ou moins contraints du service du travail obligatoire, et surtout déportés et prisonniers de guerre qui, dans les camps de concentration, dans les »stalags« et les »oflags«, avaient dû s'inclure dans une société temporaire, réglementée certes par le gardien, mais modifiée aussi par la masse et l'opposition plus ou moins active de ceux qui la composaient.

A ces obstacles matériels placés sur la route des historiens français s'en ajoutaient d'autres de caractère moral; aucune nation n'avait été plus

divisée que la France par la défaite, l'occupation, la collaboration, le régime qui en était né, la Résistance et la Libération. Trop de gens avaient joué leur vie, risqué leur tête, trop de haines étaient soulevées pour que les passions ne demeurent pas longtemps vivaces, au point d'interdire sur bien des points, pendant des années, toute étude objective. De toute façon, il fallait commencer par rassembler et sauver la documentation existante<sup>2</sup>.

### *Statuts et Composition du Comité*

Il importait donc, pour surmonter ces difficultés, de créer et de mettre au travail un organisme disposant de moyens d'action et d'une situation particulière, utilisant aussi des méthodes adaptées aux tâches qui lui incombait.

C'est ainsi qu'après la « Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France » a été créé en 1950 l'organisme plus vaste qu'est le Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale, rattaché administrativement à la Présidence du Conseil hier, au Premier Ministre aujourd'hui. Cet organisme est donc officiel; le temps est passé de sociétés privées entreprenant de larges études d'histoire contemporaine, comme ce fut encore le cas pour la première guerre mondiale. Aujourd'hui la recherche historique, comme la recherche scientifique dont elle n'est qu'une partie, ne peut rien sans les pouvoirs publics. Mais le climat de liberté qui caractérise la vie politique en France a fait que ce patronage des Pouvoirs publics, par leur plus haute instance, a signifié seulement que des facilités de travail étaient accordées à des historiens qui demeureraient par ailleurs entièrement maîtres de leur œuvre, et à qui n'ont jamais été signifiées ni directives ni interdictions. Le Comité n'a donc entrepris, en aucune façon, une histoire officielle de la deuxième guerre mondiale. Le Comité s'est d'ailleurs donné pour règle d'aider des auteurs dignes d'intérêt, et de patronner des publications, mais de ne pas en faire lui-même.

Composé d'historiens, de hauts fonctionnaires à raison d'un représentant par ministère, de juristes, de sociologues, d'économistes et de personnalités, le Comité a été présidé successivement par M. Lucien Febvre, puis par M. Maurice Baumont, membre de l'Institut<sup>3</sup>. Il fonctionne par fractionnement de la recherche entre 6 commissions spécialisées dont nous

<sup>2</sup> cf. H. MICHEL, L'historien et la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, Evidences, juin-juillet 1956.

<sup>3</sup> Les vice-présidents en sont: MM. J. CAIN, E. LABROUSSE, et P. RENOUVIN; le secrétaire général, depuis 1946, M. H. MICHEL. Les bureaux sont installés 32 rue de Léningrad, Paris 8<sup>e</sup>. (Tél. 522. 78-82.)

allons successivement relater brièvement les travaux. Le secrétariat général est commun à toutes les Commissions<sup>4</sup>.

Contrairement à ce qui s'était passé pendant la première guerre mondiale, si la France avait toujours été, pour son malheur, au centre de la tornade, elle était loin d'avoir joué le rôle principal.

De ce fait, il n'existait pas en France, comme en 1919, de documentation permettant d'entreprendre une histoire complète de la guerre. Le Comité d'histoire de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale ne pouvait donc pas se lancer comme les Américains dans une histoire générale de près de 100 volumes, ni même, comme les Anglais, dans une entreprise plus limitée d'une trentaine de volumes, ni comme les Soviétiques dans une histoire générale de la guerre du point de vue de leur pays. Ses ambitions étaient plus modestes mais, sur quelques points, il a été amené empiriquement à innover quelque peu, du moins du point de vue de son fonctionnement et de ses méthodes.

Sa tâche s'est orientée dans sept directions, que voici :

a) il a assuré la coordination nécessaire entre les administrations représentées en son sein (Archives de France, Services Historiques des Armées, ministères économiques, etc...) et il a assuré la préservation, le rassemblement, ou la rentrée en France d'une abondante documentation;

b) il a entrepris des recherches d'archives et facilité des publications sur les aspects les plus significatifs, d'un point de vue français, de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, que sont: la Résistance, la Déportation, la Captivité de guerre;

c) il patronne la seule revue d'information historique paraissant au monde sur la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale (Revue d'Histoire de la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, 4 fascicules par an);

d) il a assumé responsabilité de publications de documents et il a élaboré à l'intention des chercheurs et des professeurs tout un matériel d'enseignement sous la forme de bibliographies<sup>5</sup>, de cartes, fichiers divers, photographies, statistiques, chronologies;

e) Il a organisé des expositions temporaires à Paris et en province, prélude à un Musée permanent de la deuxième guerre mondiale<sup>6</sup>.

<sup>4</sup> Financièrement, comme une contre-assurance de sa liberté d'action, le Comité vit d'une subvention gérée par le Centre National de la Recherche Scientifique; son personnel de recherche et d'administration relève de cet organisme.

<sup>5</sup> cf. H. MICHEL, *Bibliographie critique de la Résistance*, Institut Pédagogique National, 1964.

<sup>6</sup> Dans le cadre des cérémonies et manifestations diverses prévues pour le XX<sup>ème</sup> anniversaire de la Libération, une exposition a été organisée à l'Hôtel des Invalides (août-décembre 1964) sur les thèmes « Jean Moulin – La Libération de Paris »; soixante environ l'ont été en province sur l'Occupation, la Résistance, la Libération. En 1965, une exposition sur « le système concentrationnaire nazi » a été organisée à Paris; cinquante l'ont été en province.

f) il participe à des colloques internationaux et il en organise en France;  
g) il coordonne la recherche universitaire sur le 2ème conflit mondial;  
par accord avec les professeurs d'histoire contemporaine de Paris et de province, des sujets sont choisis en commun pour des thèses de doctorat de divers ordres, et le Comité facilite de son mieux les travaux de leurs auteurs.

### *Le Rassemblement de la Documentation*

La position du Comité auprès du chef du gouvernement lui a permis d'assurer le sauvetage d'une masse énorme d'archives.

Dans tous les ministères, le représentant du Comité a entrepris une prospection dans les services de son administration; les documents concernant la 2ème guerre mondiale ont été ainsi tantôt rassemblés dans des locaux du Ministère, tantôt acheminés vers les Archives Nationales ou Départementales. Des destructions périodiques ont été parfois évitées.

Une mission envoyée à Nuremberg, à l'initiative du Comité, a microfilmé, pour les Archives Nationales, les documents rassemblés pour le grand procès international et les procès particuliers qui l'ont suivi.

Une autre mission, à Washington, a microfilmé pour le Comité et le Service Historique de l'Armée, les documents allemands concernant la France, prise de guerre de l'armée américaine; ils concernent l'exploitation économique par l'occupant, l'évolution de l'opinion publique, la lutte contre la Résistance, les campagnes de 1940 et de 1944, etc...

D'autres lots de papiers, ou de photocopies, sont parvenus de Washington, (historiques des équipes Jedburgh), de Stanford (rapports concernant la libération de Paris), de Londres (lettres de Himmler, divers papiers de la Wilhelmstraße – les archives de la section française de la BBC sont en cours de récupération).

Des appels adressés à des collectivités privées ou à des particuliers ont permis de rassembler: plusieurs centaines d'affiches; des journaux personnels; de nombreuses brochures de propagande de l'occupant, des équipes de collaborateurs ou du gouvernement de Vichy; des milliers de photographies (dont un bon nombre de Pologne, de Tchécoslovaquie et d'U.R.S.S.); des objets divers.

Une mission à Londres s'est terminée par l'envoi à la phonothèque de la radiodiffusion française de plusieurs centaines de disques des émissions de la France Libre à la B.B.C.

Ainsi se trouve rassemblée au siège du Comité une documentation de nature très diverse: bibliothèque spécialisée, journaux (allemands, vichys-

tes, clandestins), microfilms de documents (allemands, chinois, français, etc...) photothèque, pièces de musées, cartes, etc...

### *Enquête sur la Résistance*

L'enquête sur la résistance est peut être la partie la plus neuve de l'œuvre du Comité. En effet, la Résistance du peuple français à l'occupant, puis sa participation à la libération, bien que son territoire fut occupé, sont des événements d'une extrême importance:

a) par leur originalité d'abord, les Français ont vécu pendant quatre ans dans des conditions auxquelles rien dans leur passé ne les préparait;

b) d'autre part, si la participation des Français au combat n'a pas considérablement influencé le déroulement de la guerre, cette participation s'est effectuée sous des aspects à bien des égards révolutionnaires, qu'il s'agisse des services secrets, recrutés dans toute une nation, de la guerre psychologique ou des maquis;

c) Faut-il ajouter que la leçon de la résistance européenne n'a pas été perdue pour tout le monde et qu'elle a fourni un enseignement pour le soulèvement des peuples colonisés?

Bref, qu'il s'agisse d'histoire politique, d'histoire militaire ou d'histoire des idées, de guerre psychologique ou révolutionnaire, il fallait étudier résistance et il fallait l'étudier tout de suite<sup>7</sup>.

Il importait d'abord de prospecter patiemment la documentation existante, en obtenir le don – ou le prêt pour des reproductions –, rassembler et confronter les chiffons de papier souvent décevants, car rédigés en langage convenu et remplis de pseudonymes difficiles à identifier et à authentifier, nécessitant de nombreux recoupements; chaque nouveau papier, chaque nouveau propriétaire découvert mettait sur de nouvelles pistes. Par un lent jeu de puzzle, furent ainsi réunis: journaux et tracts clandestins, rapports, agendas, journaux personnels, brochures; messages, lettres et projets, circulaires, rapports d'agents; photographies, films et disques parfois, etc...

Ces documents ne pouvaient toutefois pas suffire à reconstituer toute la Résistance. Trop d'actions avaient été accomplies, qui n'avaient laissé de traces que dans la mémoire de leurs auteurs. Pour les connaître, il fallut donc interroger les résistants. C'est ainsi que fut entreprise une vaste

---

<sup>7</sup> La Commission d'histoire de la Résistance, une des 6 commissions spécialisées dont nous avons parlé plus haut, est présidée par M. Daniel MAYER.

enquête orale échelonnée sur 15 ans, toujours en cours bien que ralentie, qui a permis d'interroger au moins 2.000 témoins appartenant à tous les milieux, à tous les partis, à toutes les confessions, des plus humbles agents de liaison aux chefs de mouvements et aux ministres. Furent ainsi retrouvés les faits et gestes des agents et des responsables de la presse clandestine, des F.F.I. et des F.T.P., des maquisards et des Français Libres, des résistants de l'intérieur comme de ceux de l'extérieur. Il ne pouvait être question d'interroger tout le monde; du moins un microcosme exact fut établi, où toute la Résistance peut se reconnaître. Cette enquête orale fut entreprise dans toute la France par une centaine d'enquêteurs, tant parisiens que provinciaux. L'originalité est qu'ils aient coopéré selon des méthodes identiques, en équipe, sous la direction du secrétaire général.

Pendant des années la Commission d'histoire de la Résistance s'est bornée à ce travail de rassemblement d'archives, renvoyant à plus tard, selon l'optique ordinaire de l'historien »de ne pas œuvrer à chaud«, et conformément à la règle française de non-communication des archives contemporaines, la rédaction d'études historiques.

Mais il lui est apparu très vite qu'elle ne devait pas trop attendre pour entreprendre ces études. En effet, des événements d'une telle originalité risquaient d'être difficilement compris par les générations à venir. L'imbricatio des pseudonymes, le climat particulier dans lequel s'étaient déroulés les faits, le bon achèvement même du rassemblement de la documentation que facilitaient, par les réactions qu'ils provoquaient, des inventaires provisoires de la connaissance, commandaient que la génération de la résistance établît les faits, en donnât sa version, retraçât ses expériences, en recherchât une explication.

Les travaux donnent lieu à des articles publiés dans la Revue d'histoire de la 2ème guerre mondiale<sup>8</sup>. Mais, en outre, des récits ou études de synthèse paraissent en ouvrages<sup>9</sup>; parfois dans la collection »Esprit de la Résistance« (Presses Universitaires de France)<sup>10</sup>.

Enfin, une chronologie de la Résistance est entreprise aujourd'hui dans

<sup>8</sup> Notamment, la Résistance en zone nord, fasc. n° 30; Aspects de la Résistance française, n° 35, 48 et 61; les Maquis, n° 49; Les maquis dans la libération de la France, n° 55, juillet 1964.

<sup>9</sup> Comme nos précis: Histoire de la Résistance Française, Histoire de la France Libre, Les Mouvements clandestins en Europe (Presses Universitaires de France, coll. »Que sais-je?«).

<sup>10</sup> H. MICHEL et Mirkine GUETZEVITCH, Les idées politiques et sociales de la Résistance, 1954, 410 p., A. CALMETTE, L'O.C.M., 1961, 228 p.; R. HOSTACHE, Le Conseil National de la Résistance, 1958, 493 p.; M. BAUDOT, L'opinion publique sous l'occupation, 1960, 268 p.; M. BAUDOIN, Histoire des Groupes Francs des Bouches-du-Rhône, 1962, 284 p.; H. DENIS, Le Comité parisien de Libération, 1963, 260 p.; H. MICHEL, Les courants de pensée de la Résistance, Presses Universitaires de France, 1963, 842 p.; H. MICHEL, Jean Moulin, l'Unificateur (Hachette 1970).

tous les départements, selon les mêmes règles et les mêmes méthodes; on peut estimer qu'elle exigera encore dix ans pour être menée à bien. Pour l'entreprendre, il a fallu d'abord mettre à la disposition des chercheurs toute la documentation nécessaire.

Pour cela, il fallait ajouter aux témoignages et aux archives des résistants, rassemblés par le Comité, les dossiers de l'administration française sous l'occupation, dans lesquels l'action résistante avait pu être réfléchie, et qui étaient parfois en danger de perte, le plus souvent interdits à la recherche en vertu des règlements en vigueur. C'est ainsi que les procès verbaux de la gendarmerie ont été conservés alors qu'ils auraient dû être mis au pilon, ainsi que les rapports des agents de la Société Nationale des Chemins de Fer ou des Postes, Téléphones et Télégraphes, tandis que les papiers des préfectures, quand ils avaient été conservés, étaient mis à la disposition des correspondants du Comité.<sup>11</sup>

Il est encore trop tôt pour dire ce que donnera ce travail, une fois achevé. Pour l'instant, il est entrepris dans toute la France.

Actuellement, environ 50.000 fiches standardisées, très précises, ont été rassemblées au siège du Comité; 50.000 autres environ existent en province; une fois achevé, on peut estimer que le fichier central contiendra entre 150.000 et 200.000 fiches; des fichiers complémentaires sont établis: des terrains de parachutages, des patronymes et des pseudonymes, etc... Cet ensemble permettra souvent des monographies de groupes, de maquis, de villes, d'opérations ou de régions. Déjà, dans six départements<sup>12</sup> des cartes de la Résistance ont été tracées, sur lesquelles figurent parachutages, sabotages, combats et actes de répression.

Une enquête nouvelle vient d'être lancée dans toute la France. Son but est de préciser le nombre des personnes qui, au cours de la libération, ont été fusillées, traduites en jugement, internées ou sanctionnées de façon diverse par les autorités issues de la Résistance.

Toutes les recherches sont faites en équipes. Elles nécessitent la coopération d'enquêteurs parisiens et de correspondants départementaux – au nombre d'une centaine – qui travaillent selon les directives du Secrétaire Général, dans un esprit d'étroite association, non chacun pour soi, mais les uns pour les autres.<sup>13</sup>

<sup>11</sup> S'y sont ajoutés les dossiers de Commissions des Ministères des Armées, des Anciens Combattants, ou de la Justice. D'autre part, les documents allemands des troupes d'occupation, notamment ceux des deuxièmes bureaux des corps d'armée de la Wehrmacht, ont été microfilmés à Washington; des relevés de faits concernant les groupements anglais et américains ont été reçus.

<sup>12</sup> Haute-Marne, Tarn-et-Garonne, Var, Gironde, Vaucluse, Charente.

<sup>13</sup> Sur ce travail: cf. H. MICHEL, Pour une chronologie de la Résistance, *Revue Historique*, t. 224, 1960, p. 111-122, et le Bulletin spécial du Comité d'Histoire de la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, *Chronologie de la Résistance*, juillet 1966.

*L'Enquête sur la Déportation*

Le système concentrationnaire nazi ne constitue pas seulement l'aspect le plus dramatique du deuxième conflit mondial; il en est le plus significatif, et c'est lui qui donne tout son sens à la Résistance.

Mais étudier le système concentrationnaire allemand est une entreprise difficile. La plupart des décisions nazies ont été prises sans laisser de traces écrites: ce crime gigantesque ne devait pas être décelé. De façon générale, les papiers de l'administration des camps ont été détruits à la Libération; on s'est aperçu, par ceux qui ont été retrouvés, qu'ils étaient systématiquement falsifiés: les dates et les causes des décès, par exemple, sont presque toujours inexactes. Mais beaucoup de tortionnaires ont été retrouvés, quelques-uns jugés, un petit nombre condamnés. Leurs déclarations, les témoignages des victimes, ont permis de retracer l'évolution du système; prévu d'abord pour interner et corriger les ennemis du régime, transformé ensuite pour exterminer les anti-nazis et les « races inférieures », adapté cependant, et contradictoirement, aux besoins de la machine de guerre du IIIème Reich<sup>14</sup>.

Cependant, comme pour la Résistance, l'essentiel n'était pas dans les documents. Ne peut décrire l'enfer que celui qui en est revenu. Aussi bien, en même temps qu'ils ont remis au Comité les pauvres objets de leur vie quotidienne qu'ils avaient parfois rapportés – gamelles, pyjamas rayés, œuvres d'art sculptées dans des cuillers ou des morceaux de bois, poèmes écrits sur des morceaux de sac – malgré leur répugnance et leur désir d'oublier, la plupart des déportés ont accepté de relater leur vie pitoyable et près d'un millier de témoignages ont été ainsi rassemblés tant à Paris qu'en province.

Grâce à cette double documentation, des études ont déjà pu être entreprises par des historiens, anciens déportés eux-mêmes, l'ambiance des camps étant impossible à reconstituer pour quiconque ne l'a pas éprouvée dans sa chair. C'est ainsi que deux numéros spéciaux de la Revue d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale ont été consacrés au système concentrationnaire<sup>15</sup>.

En même temps, nous avons essayé de dresser une statistique de la déportation française. Une centaine de correspondants départementaux s'y emploient, en effectuant des recherches sur les rapports de gendarmerie ou de police, en interrogeant les déportés, les rabbins, en s'adressant aux secrétaires de mairies, en dépouillant les dossiers des délégations des Anciens Combattants. Nous sommes ainsi arrivés, pour une soixantaine

---

<sup>14</sup> La Commission d'histoire de la déportation est présidée par M. Julien CAIN.

<sup>15</sup> N° s. 15-16 et 45.

de départements, à connaître le nombre, la date, les motifs des arrestations, les prisons et les camps où ont séjourné les déportés français, la proportion des revenus et des disparus; des classements sont établis par sexe, année d'arrestation, âge, profession<sup>16</sup>. C'est toute une carte des luttes et des souffrances de la France occupée qui, patiemment, est ainsi dressée. Les résultats sont reportés sur des cartes des internements, des déportations et des fusillés<sup>17</sup>.

Enfin, c'est la Commission d'Histoire de la Déportation qui a réalisé le film «Nuit et Brouillard» qui a connu un retentissement mondial. Ce film est sans doute le premier film d'histoire; pour la première fois, l'image a été, seule, critiquée comme un document et pas seulement utilisée comme une illustration<sup>18</sup>.

Une coopération internationale est absolument indispensable pour l'histoire du système concentrationnaire nazi. Les camps ont été des villes internationales. Aucun pays ne possède les archives, les témoins, les chercheurs nécessaires pour une étude complète. Il est hautement souhaitable que le Service International de recherches d'Arolsen se transforme en Centre de Documentation Internationale de la concentration. C'est ce que demande, depuis des années, le Comité d'Histoire de la 2ème guerre mondiale.

### *L'Enquête sur la Captivité*

Dans le deuxième conflit mondial, fait sans précédent, au moins 12 millions d'hommes, dont plus d'un million de Français, ont vécu dans une société captive, à bien des égards semblable pour tous les camps et pour tous les pays; elle a duré parfois près de cinq ans.<sup>19</sup>

Grâce à ceux d'entre eux qui ont vécu au milieu des Allemands, la petite histoire de la captivité rejoint la grande histoire de la guerre. Ils ont travaillé, ils ont joué un rôle dans l'économie de guerre allemande; ils ont été en relations plus ou moins suivies avec l'armée allemande, les nazis et les civils allemands; il leur a été donné parfois de suivre l'évolution de l'opinion publique; ils ont assisté à la grande débûcle de 1945.

<sup>16</sup> Ces statistiques ont été publiées en fascicules, notamment pour le Nord, le Finistère, la Haute-Loire, la Drôme, la Manche, le Cantal, la Charente-Maritime, les Deux-Sèvres, l'Indre-et-Loire, les Ardennes, la Mayenne, etc ... Cf. bulletin spécial du Comité, Statistique de la Déportation.

<sup>17</sup> Déjà établies pour une quarantaine de départements.

<sup>18</sup> Conseillers historiques: Mme. O. WORMSER, M. H. MICHEL. Réalisateur: A. RESNAIS.

<sup>19</sup> La Commission d'Histoire de la Captivité est présidée par M. F. BRAUDEL.

Quelques-uns ont eu même une vue panoramique de ces événements, quand ils ont été amenés, hommes de confiance de stalags, à parcourir de grandes étendues du territoire du Reich.

Revers de la question: mêlés à la vie allemande, ces hommes manquaient à la France. Leur absence se faisait cruellement sentir dans les foyers, dans l'économie du pays. Leur nombre ne pouvait pas ne pas influencer la politique de l'Etat français, à tous les moments des rapports franco-allemands.

Les archives existantes au Ministère des Anciens Combattants, au Service Historique de l'Armée, aux Archives Nationales ou à la Croix Rouge Internationale se sont révélées très abondantes, mais pas toujours faciles à exploiter pour l'instant.

Il restait que, seuls, les anciens P.G. pouvaient exprimer ce qu'avait été leur captivité. D'où, là encore, l'envoi de questionnaires et la collecte témoignages inspirés par les expériences précédentes sur la Résistance et sur la Déportation. Il ne pouvait être question d'interroger tout le monde et d'accumuler les témoignages fleuves plus ou moins uniformes et parfois dénués de signification historique. En tout, à ce jour, environ 500 témoignages ont été recueillis.

En même temps, une documentation extrêmement variée était collectée, dont voici un échantillonnage: renseignements sur l'activité clandestine des P.G., objets divers; rapports sur les camps (comme Rawa Ruska ou Kustrin), rédigés à la libération et portant sur le régime disciplinaire, le travail et l'alimentation; notes de cantine; circulaires de doyens des camps et correspondance avec les hommes de confiance de kommandos; collections de bulletins et de journaux, ordres des autorités allemandes de surveillance; programmes de cours d'université, de représentations théâtrales, de concerts; journaux personnels et agendas tenus au camp; manuscrits de nouvelles, romans, poèmes; extraits de lettres sélectionnées par la censure allemande, etc...

Deux numéros spéciaux de la Revue d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale ont été consacrés à la captivité de guerre.<sup>20</sup>

### *Les autres Commissions*

Plus récentes, les Commissions d'Histoire culturelle<sup>21</sup>, d'Histoire militaire<sup>22</sup>, d'Histoire Economique et Sociale<sup>23</sup> ont une très vaste tâche à

<sup>20</sup> Nos 25 et 37.

<sup>21</sup> Présidée par M. Paul BASTID.

<sup>22</sup> Présidée par le général FOURNIER.

<sup>23</sup> Présidée par M. J. FOURASTIE.

accomplir, mais elles ont pu suivre des méthodes plus classiques. Nous nous excusons de résumer leurs travaux et leurs projets.

La Commission d'Histoire culturelle a entrepris une enquête sur l'Instruction publique de la jeunesse pendant la guerre. Elle a recherché des témoignages d'acteurs et de témoins; mais elle a trouvé sa matière principale dans les fonds d'archives publiques. Un numéro special de la Revue d'Histoire de la 2ème guerre mondiale a été consacré à » Vichy et la jeunesse«, en octobre 1964.

La Commission a décidé ensuite d'orienter son activité vers l'étude de l'information et de la propaganda (presse, affiches, films, radio). Un numéro spécial de la Revue a paru en octobre 1966 sur »la propagande allemande en France« au moment de l'entrée de la Wehrmacht en U.R.S.S.

La Commission a également étudié les origines, la genèse, et l'extension du »Mythe Pétain«, c'est-à-dire la création d'un personnage imaginaire »Père des Français« et »Sauveur de la Patrie«, à partir d'une personnalité ayant joué un rôle historique dans la première guerre mondiale. Elle a pratiqué la méthode des enquêtes et des sondages d'opinion.

La Commission d'Histoire militaire s'est attachée à relater la participation des armées françaises au conflit et, plus particulièrement, à étudier la préparation de la guerre. Elle a été ainsi amenée à examiner les accords et les relations diplomatiques et militaires de la France avec ses alliés, et d'abord avec la Belgique. Des colloques restreints très féconds ont été tenus avec des historiens belges et hollandais. D'autres colloques sont en préparation.

La Commission d'histoire économique et sociale avait en premier lieu à dresser un inventaire de la vaste documentation – archives et livres – dont elle pouvait disposer. Elle a consacré un numéro spécial de la Revue d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale aux problèmes »de l'emploi« sous l'occupation de la France (janvier 1965).

### *La Revue d'Histoire de la deuxième Guerre Mondiale*

Le Comité d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale a publié l'essentiel des Comptes rendus de la Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice; 5 volumes sont sortis à l'Imprimerie Nationale<sup>24</sup>.

En outre, c'est en France qu'est publiée, par le Comité, la seule revue

<sup>24</sup> Par les soins de M. P. CEZARD.

paraissant au monde sur la deuxième guerre mondiale. Elle en est à son 68<sup>e</sup>. numéro<sup>25</sup>. Elle permet aux diverses sous-commissions de recherche de faire mieux connaître leurs travaux, tout en leur offrant une sorte de banc d'essai pour des études de dimensions restreintes. Elle rend compte en outre, grâce à une équipe d'une cinquantaine de lecteurs spécialisés par langue et par matière, des principaux ouvrages parus dans tous les pays sur le deuxième conflit mondial.

Elle insère, dans chacun de ses numéros trimestriels, une bibliographie quasi exhaustive, qui n'a d'équivalent dans aucun pays<sup>26</sup>. Elle s'est orientée vers la rédaction de numéros spéciaux qui cernent un sujet et font le point des connaissances sur divers aspects, régions, ou moments du deuxième conflit mondial<sup>27</sup>.

En 1964 et 1965, une intéressante expérience de films historiques a été tentée. Le Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup>me Guerre Mondiale a eu la responsabilité, du point de vue historique, sous la direction de M. Henri Michel, de la réalisation d'une dizaine d'émissions de télévision, intitulée » Trente ans d'histoire«. Quatre étaient consacrés à la 2<sup>e</sup>me guerre mondiale; des documents d'un grand prix avaient été obligatoirement cédés par les organismes américains et soviétiques détenteurs des archives filmées.

### *Les conclusions qui se dégagent de ces travaux*

Certes, les tâches du Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup>me guerre mondiale sont loin d'être achevées. Cependant, un certain nombre de constatations, voire même de conclusions, peuvent être dégagées.

La première est que le travail de l'archiviste et celui de l'historien sont en l'occurrence tellement associés qu'il est difficile qu'ils ne soient pas parfois accomplis par les mêmes personnes. Il est impossible, en effet, de laisser s'accumuler sans fin une documentation proliférante; dès le départ, un tri et un classement sont nécessaires, qui ne peuvent être l'œuvre que de

---

<sup>25</sup> Directeur: H. MICHEL.

<sup>26</sup> Elle est établie par la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine.

<sup>27</sup> Ont paru, outre ceux cités plus haut: La Campagne de France, La condition des Juifs, l'Italie Mussolinienne, La Belgique pendant la guerre, L'opposition allemande à Hitler, L'occupation allemande en Pologne, L'U.R.S.S. en guerre, La Hollande pendant la guerre, La Tchécoslovaquie, La France sous l'occupation, Vichy et la Jeunesse, La Hongrie pendant la guerre, La mobilisation économique américaine, Le Fascisme européen, La bataille de l'Atlantique, La Bulgarie pendant la Guerre, La Roumanie pendant la guerre, L'aviation française entre 1933 et 1940, La presse de l'occupation, Roosevelt chef de guerre, etc.

spécialistes avertis, d'autant plus que les lacunes dans cette documentation ne peuvent être comblées que par des enquêtes qu'on ne saurait confier à d'autres qu'aux mêmes spécialistes.

Autre constatation: la masse des travaux à accomplir est telle que seules des équipes, elles mêmes spécialisées, peuvent espérer les mener à bien; des travaux individuels peuvent cerner un problème, faire le point sur une question, non embrasser un ensemble avant que de nombreux pionniers n'aient accumulé patiemment les matériaux. Peut-on en conclure que, en histoire contemporaine, le travail de l'historien s'oriente vers l'œuvre collective?

Troisième constatation: les études doivent commencer sans tarder parce qu'en l'occurrence, le »recul« risque de déformer la vue, au lieu de la corriger. De nombreux aspects de la seconde guerre mondiale – résistance, déportation, captivité de guerre, occupation, économie de guerre, marché noir – ont été marqués d'une telle originalité que des contemporains, à condition qu'ils aient été aussi de acteurs ou des témoins bien placés, peuvent seuls, en premier lieu, les relater.

Ainsi, le Comité d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale a ajouté à sa tâche initiale de coordination interministérielle un ensemble de travaux qui ont fait pratiquement de lui un Centre de Documentation, de recherches et de publications dont on peut caractériser l'œuvre de 18 années en disant qu'il a réalisé en quelque sorte une concentration verticale de la recherche historique:

- Rassemblement de la documentation (au sens large: manuscrits, témoignages, imprimés, livres, photographies, films, disques, objets)

- Elaboration de cette documentation (bibliographies, statistiques, chronologies, fichiers divers, cartes)

- Publication de documents et d'études;

- Diffusion des connaissances acquises par des colloques ou des expositions.

Ne peut-on pas conclure que toute cette activité multiforme et parfois originale fait du Comité d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale un véritable laboratoire d'histoire contemporaine?